

Procédure n° 2025_TVX_RENOVATION_ESPACES_IBPC

Travaux relatifs à la rénovation complète de la cafeteria et de la salle de réunion attenante (espace de 100 m2) situées au 3ème étage du bâtiment IBPC ,13 rue Pierre et Marie Curie 75005 Paris.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES (CCTC)

&

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) DES LOTS SUIVANTS :

Lot 1 -Cloisons Isolation Faux plafond

Lot 2 - Plomberie

Lot 3 - Electricité

Lot 4 - Revêtement de sol

Lot 5 - Menuiserie Agencement

Lot 6 - Peinture et Revêtements murs

MAITRE D'OUVRAGE

**CNRS Délégation Paris-Centre
16 rue Pierre et Marie Curie 75005 Paris**

MAITRE D'ŒUVRE

**MODULO3 architecture
Représenté par Alice Bourelle architecte DPLG
47 rue Censier 75005 Paris**

Sommaire

A.	CONTEXTE DE L'OPERATION	4
A.1.	SITUATION ACTUELLE	4
A.2.	OBJECTIFS DU PROJET.....	4
A.3.	DESCRIPTION DU PROJET	4
B.	GENERALITES	5
B.1.	DÉFINITION DE L'OPÉRATION	5
B.2.	CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	5
B.2.1.	RECONNAISSANCE DES EXISTANTS.....	5
B.2.2.	PLANS - CÔTES ET CONCORDANCE ENTRE LES DOCUMENTS	6
B.2.3.	DÉMARCHES ET AUTORISATIONS	6
B.2.4.	PRESTATIONS À CHARGES DES ENTREPRISES.....	6
B.2.5.	INSTALLATION DE CHANTIER.....	6
B.2.6.	PLANNING DE CHANTIER.....	7
B.2.7.	ACCÈS AU CHANTIER.....	7
B.2.8.	PROTECTION DES EXISTANTS	7
B.2.9.	PROTECTIONS DES OUVRAGES	7
B.2.10.	NETTOYAGE et GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	8
B.2.11.	VALORISATION DES DÉCHETS DE CHANTIER	9
B.2.12.	BRUITS DE CHANTIER	9
B.2.13.	MAINTIEN EN ÉTAT DES VOIES ET RÉSEAUX.....	9
B.2.14.	REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	9
B.2.15.	PERCEMENT - SCELLEMENT ET REBOUCHAGES.....	9
B.2.16.	ÉCHANTILLONS.....	10
B.2.17.	RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES.....	10
B.2.18.	ETUDES ET PLANS DE FABRICATION.....	10
B.2.19.	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX	11
B.2.20.	MISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS	11
B.2.21.	DOSSIERS DES OUVRAGES EXÉCUTÉS.....	11
B.2.22.	LIMITE DE PRESTATION.....	12
B.2.23.	RÉUNIONS DE CHANTIER	12
B.2.24.	ASSURANCES	12
C.	DESCRIPTIONS DES LOTS	13
C.1.	LOT 1 – CLOISONS – ISOLATION – FAUX-PLAFOND.....	13
C.1.1.	PRESCRIPTIONS GENERALES.....	13
C.1.2.	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....	16
C.2.	LOT 2 – PLOMBERIE.....	18
C.2.1.	PRESCRIPTIONS GENERALES.....	18
C.2.2.	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....	20
C.3.	LOT 3 – ELECTRICITE	22

C.3.1.	PRESCRIPTIONS GENERALES	22
C.3.2.	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	24
C.4.	LOT 4 – REVETEMENT DE SOL	25
C.4.1.	PRESCRIPTIONS GENERALES	25
C.4.2.	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	27
C.5.	LOT 5 – MENUISERIE – AGENCEMENT	29
C.5.1.	PRESCRIPTIONS GENERALES	29
C.5.2.	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	33
C.6.	LOT 6 - PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX	34
C.6.1.	PRESCRIPTIONS GENERALES	34
C.6.2.	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	37

A. CONTEXTE DE L'OPERATION

LE CNRS lance un projet de réaménagement de 100 m² au 3^e étage de l'IBPC, actuellement sous-utilisés, pour créer un espace de coworking modulable et une zone de convivialité commune. Le projet prévoit la refaction des lieux, la transformation du mobilier, l'intégration d'équipements multimédia pour les réunions hybrides et l'aménagement de nouveaux espaces de réunion. Le tout s'inscrit dans une démarche ergonomique et environnementale.

A.1. SITUATION ACTUELLE

L'institut de Biologie Physico-Chimique, regroupe 5 unités de recherche CNRS, pilotées par une Unité d'Appui et de Recherche. Près de 200 personnes cohabitent au sein d'un bâtiment de 4000m², divisé entre bureaux partagés, laboratoires et plateformes scientifiques.

Aujourd'hui, avec l'évolution des modes de travail, les nombreuses collaborations scientifiques et l'ensemble des animations scientifiques hébergées, l'IPBC ne parvient pas à satisfaire les besoins en espace de travail. Pour pallier à ce manque d'espace de travail collaboratif, un grand projet d'aménagement est prévu pour répondre à deux problématiques :

- Des espaces de coworking insuffisants
 - Seules deux salles de séminaires et conférences utilisées pour les événements regroupant plus de 50 personnes
 - Absence d'espace pour de petites réunions : la majorité des besoins impliquent des discussions à 5 personnes maximum
 - Beaucoup de bureaux partagés ne permettant pas la tenue de réunion hybride
- Un espace inutilisé pendant 80% de la journée
 - Près de 100m² au 3^{ème} étage ne sont pas utilisés en dehors du créneau 12h-14h pour le déjeuner
 - Cet espace est bruyant (carrelage), mal isolé et mal connecté (WI-FI lent et non sécurisé)
 - L'espace n'est pas assez fonctionnel créant une multitude de petits espaces de convivialité dans les différentes unités entraînant un manque d'interaction entre les personnels spatialement éloignés

A.2. OBJECTIFS DU PROJET

Adaptation des lieux aux nouveaux modes de travail par la création d'espaces de travail collaboratif entre différentes équipes et en aménagement l'espace pour permettre des réunions hybride et le travail nomade

Transformation des pratiques managériales via l'installation d'un coworking ouvert, pour des échanges informels et les petites réunions et en regroupant les espaces de convivialité unique pour encourager l'horizontalité

Optimisation des surfaces en augmentant les salles de réunions de 3 à 7, tout en améliorant l'ergonomie, le confort (lumière naturelle, calme et distant des laboratoires)

Démarche environnementale avec la mise en place de vaisselle lavable, la valorisation de l'ancien mobilier et la récupération de mobilier issu de l'économie circulaire.

A.3. DESCRIPTION DU PROJET

La salle polyvalente sera transformée en un espace de coworking modulable. Le mobilier actuel sera remplacé par des tables et chaises facilement déplaçables afin de permettre une reconfiguration rapide selon les usages. Un écran multimédia central permettra d'organiser des

réunions hybrides, tandis qu'un espace de discussion informelle avec canapé et mur d'écriture favorisera les échanges. Une petite salle de réunion pour quatre personnes sera également aménagée, dotée d'un écran et d'une connectique adaptée. Les rebords de fenêtres seront repensés pour accueillir des postes de travail individuels.

Une zone de convivialité unique sera créée pour l'ensemble de l'institut afin de renforcer les échanges informels. Une grande table haute pouvant accueillir dix personnes encouragera les moments de collaboration interservices. Tous les équipements (micro-ondes, cafetières, évier) seront regroupés dans un meuble moderne et fonctionnel, facilitant leur usage au quotidien.

La salle de réunion bénéficiera d'un réaménagement complet. Le mobilier sera remplacé par des éléments légers et modulables pour plus de flexibilité. L'équipement multimédia sera modernisé avec l'installation d'un écran connecté et interactif, répondant aux besoins des réunions contemporaines.

B. GENERALITES

B.1. DÉFINITION DE L'OPÉRATION

Le présent CCTC a pour objet de définir les travaux et prestations des différents corps d'état et de préciser les conditions dans lesquelles les entreprises retenues exécuteront les travaux de rénovation complète de la cafétéria et de la salle de réunion attenante situées au 3ème étage du bâtiment IBPC au 13 rue Pierre et Marie Curie 75005 Paris.

Le Maître d'Ouvrage de l'opération est :
Le CNRS – Délégation Paris-Centre

L'Architecte désigné Maître d'Œuvre est :
La société MODULO3 architecture
Représentée par Alice Bourelle architecte DPLG

B.2. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

B.2.1. RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

Les entreprises sont réputées par le fait d'avoir remis leur offre :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux et avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissance des conditions d'exécution dans un bâtiment en activité, des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir reconnu la nature des matériaux existants en lien avec les prestations à exécuter et avoir vérifié la cohérence par rapport aux plans et CCTP ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations ;
- Avoir pris parfaite connaissance des existants et plus particulièrement de tous les éléments ayant trait directement ou indirectement aux travaux de leur lot lors de la visite des lieux

En résumé, les entreprises sont réputées avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, exercer une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucune entreprise ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

B.2.2. PLANS - CÔTES ET CONCORDANCE ENTRE LES DOCUMENTS

Les entreprises doivent vérifier soigneusement toutes les indications portées sur les plans, et s'assurer de leur concordance avec le présent CCTP. Les entreprises doivent également s'assurer sur place de la possibilité de respecter les côtes données, ils doivent signaler en temps utile au maître d'œuvre les erreurs ou omissions qu'ils pourraient avoir décelées.

B.2.3. DÉMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra aux différentes entreprises d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services techniques de l'établissement, services publics, services locaux ou autres, pour **obtenir toutes autorisations, instructions, accords**, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

B.2.4. PRESTATIONS À CHARGES DES ENTREPRISES

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entreprises devront implicitement :

- L'établissement des plans de fabrication et détails d'exécution ;
- La fourniture de tous les documents justifiant de la qualité des matériaux et de leurs performances ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- Les essais et mise en service ;
- Les nettoyages de fin de chantier ;
- La transmission des informations nécessaires au maître d'ouvrage pour l'exploitation du bâtiment ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans de recollement « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- La remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- La réalisation de tous prototype et témoin demandé par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre ;
- Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.
-

B.2.5. INSTALLATION DE CHANTIER

L'installation de chantier comprenant la mise en place, le transport et l'enlèvement des équipements commun à toutes les entreprises suivant C.C.A.P, seront mis en place et entretenu par

les entreprises ou à charge du compte prorata suivant C.C.A.P. et notamment :

- La mise en place de coffrets électrique en nombre suffisants et avec un nombre de prise 10/16 1+T suffisants pour les besoins du chantier et au minimum 1 par niveau et 1 par zone;
- L'aménagement provisoire si besoin et l'entretien de la base vie dans locaux mis à disposition par le maître d'ouvrage, mais aménagés et entretenus par les entreprises :
 - Locaux de stockage de matériel ou de matériaux ;
 - Un local réfectoire de dimension suffisante si des personnels sont amenés à prendre leurs repas sur le chantier, aéré, isolé, éclairé, chauffé, entretenu (au minimum 1 fois par jour) et équipé de tables, chaises, moyens de réchauffer les plats et garde-manger sera mis en place à proximité d'un point d'eau.
- Pour la tenue des réunions de chantier il est précisé que le maître d'ouvrage mettra à disposition des entreprises et de la maîtrise d'œuvre une salle de réunion, toutefois l'entretien de cette salle devra être exécuté par les entreprises.

B.2.6. PLANNING DE CHANTIER

Les travaux seront exécutés dans le délai global fixé par l'acte d'engagement et suivant le planning établis par l'OPC, et suivant directives du maître d'ouvrage qui pourra demander toutes les adaptations qu'il jugera nécessaire.

Un planning des travaux sera défini par l'entreprise à la remise des offres et deviendra contractuel à la signature du contrat.

B.2.7. ACCÈS AU CHANTIER

Pendant la durée du chantier, l'entreprise prendra toutes les mesures nécessaires pour ne pas salir ou détériorer la voirie publique, les propriétés mitoyennes, les espaces extérieurs, les locaux hors zones de travaux.

Pour la durée du chantier les entreprises devront déclarer la liste des personnes habilitées à pénétrer sur le chantier et fournir une photo pour l'établissement d'un badge

Pour toute intervention sur le site et notamment hors périmètre chantier (réseaux, locaux techniques...etc.), les entreprises devront prévenir au minimum 8 jours avant intervention et obtenir un accord du maître d'ouvrage.

B.2.8. PROTECTION DES EXISTANTS

Lors de toute exécution de travaux dans existants, les entreprises devront prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des bâtiments, locaux non restructurés, ouvrages et aménagements extérieurs existants contigus ou situés à proximité.

B.2.9. PROTECTIONS DES OUVRAGES

Tous les ouvrages seront protégés contre les aléas du chantier. Ils devront être soigneusement emballés pour leur livraison, le stockage sur le chantier et la durée du chantier. Ils pourront être selon le cas des planchers et cloisons de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

- Les entreprises de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception ;
- Les appareils sanitaires devront également être protégés notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé ;
- En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui, du fait de leur

position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes ;

- Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux ;
- Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entreprises respectives.

Chaque entreprise, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis. Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage si minime soit-il. Faute de se conformer à cette prescription, l'entreprise responsable en subira toutes les conséquences.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par les entreprises lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, les entreprises auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Les espaces verts et abords devront également être sauvegardés et ne subir aucune dégradation du fait des travaux.

Les frais consécutifs aux prescriptions du présent article seront implicitement à la charge des entreprises dans les conditions suivantes :

- Les frais des protections propres à un corps d'état resteront à la charge de l'entreprise de ce corps d'état
- Les frais éventuels de remise en état seront à la charge de l'entreprise responsable, ou à défaut ils seront portés au compte prorata.

B.2.10. NETTOYAGE et GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Les entreprises veilleront à limiter autant que faire se peut le volume des déchets de chantier. Ils devront chaque fois que possible choisir des matériaux et des fournisseurs avec filières de récupération et de recyclage des chutes et déchets de chantier.

L'ensemble des chutes de matériaux, emballages, et déchets de chantier devront être triés suivant chaque type de déchets (déchets inertes, déchets industriels banals, déchets dangereux) et évacué tous les jours vers des décharges agréées.

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entreprise devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet. Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs. En fin de travaux, l'entreprise devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, dans tous les locaux.

En cas de non-respect par l'entreprise des obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entreprise.

En fin de chantier et avant réception, l'entreprise devra l'enlèvement des protections et nettoyage complet de ses ouvrages.

Il est rappelé que l'abandon, l'incinération ou l'enfouissement sur site des déchets est strictement interdit.

B.2.11. VALORISATION DES DÉCHETS DE CHANTIER

Les entreprises devront favoriser les fournitures produites par des industriels ayant mis en place des filières de récupération et de recyclage des chutes et déchets de chantier.

B.2.12. BRUITS DE CHANTIER

Les entreprises devront apporter une attention particulière aux bruits de chantier.

Les entreprises devront veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et ils auront à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet. Le maître d'ouvrage se réservant la possibilité de réduire les niveaux sonores, ou les plages horaires d'émission sonore pour gêner au fonctionnement des services.

Le maître d'ouvrage pourra déterminer des heures où les travaux bruyants seront interdits.

B.2.13. MAINTIEN EN ÉTAT DES VOIES ET RÉSEAUX

Les entreprises seront responsables du maintien en bon état des circulations horizontales et verticales, des réseaux de chauffage, plomberie, ventilation électricité, etc., affectés par les travaux du chantier. Il devra de ce fait, faire procéder à tous travaux de nettoyage, ou de réparation nécessaire pour leur maintien en état de recevoir du public et de bon fonctionnement.

Les entreprises devront, dans tous les cas, prévenir les services techniques de l'établissement et obtenir l'autorisation du maître de l'ouvrage pour les arrêts ou coupures des installations de plomberie, chauffage, ventilation et électricité. Ils devront à leurs frais, assurer le placardage et la signalisation correspondante.

B.2.14. REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage au plus tard le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- Chaque entreprise enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais.

Il est d'autre part stipulé que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entreprises ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entreprises resteront seules responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

Les entreprises devront assurer la remise en état des locaux utilisés pour le stockage, ou installation de chantier, les espaces verts extérieurs : voiries, chemins piétons, espaces verts, détériorés lors des intervention ou utilisés pour la mise en place des installations de chantier.

B.2.15. PERCEMENT - SCHELLEMENT ET REBOUCHAGES

Les entreprises des lots de second œuvre devront établir et transmettre les plans des percements qu'elles comptent réaliser et nécessaires à l'exécution de leurs ouvrages et notamment : traversées de plancher par les réseaux.

Ces plans de percements seront validés par le maître d'œuvre

- Tous les percements, passages, trous de scellement, tranchées, saignées, etc., dans les murs, cloisons, planchers, etc. existants, nécessaires à l'exécution des travaux des différents corps d'état seront exécutés par les entreprises de ces corps d'état ;
- Ces percements, passages, trous de scellement, tranchées, saignées, etc., devront être exécutés avec toutes les précautions requises afin de ne pas détériorer les ouvrages

existants ;

- Les percements devront être réalisés aux dimensions minimales nécessaires en fonction des diamètres des tuyaux ou fourreaux pour lesquels ils sont prévus ;
- Pour les scellements de colliers, crampons, attaches, etc., pour fixation de tuyauteries, ainsi que pour les scellements de consoles pour radiateurs ou convecteurs, les entreprises concernées auront à leur charge le scellement au mortier ainsi que le raccord au plâtre ou au mortier ;
- Tous les autres scellements seront à réaliser au mortier par les entreprises concernées, ces scellements devant être arasés suffisamment en retrait du nu fini afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour l'exécution du raccord ;
- Comme il est dit ci-dessus pour les réservations et percements, etc., les différentes entreprises auront à leur charge tous les rebouchages de percements, saignées, etc., dans les murs, cloisons, planchers ;
- Les rebouchages de percements, saignées, etc., devront toujours être assurés en matériaux compatibles avec la nature des murs dans lesquelles sont réalisés ces percements et des murs, et devront être arasés suffisamment en retrait du nu fini de la paroi, afin de réserver l'épaisseur nécessaire à l'exécution des raccords ;
- Tous les frais afférents aux dispositions du présent article sont implicitement compris dans le prix du marché des différents lots.

B.2.16. ÉCHANTILLONS

Chaque entreprise est tenue de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entreprise, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures visées ci-dessus.

B.2.17. RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES

Le bâtiment est situé en zone sismique 1 à très faibles risques.

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, en respectant l'ensemble des règles de calcul, normes, DTU, REEF, et règlements en vigueur à la date d'exécution des travaux, avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

Il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé d'elles un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entreprise, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

B.2.18. ETUDES ET PLANS DE FABRICATION

Le CCTP clauses communes à tous les lots et les CCTP spécifiques à chaque lot ont pour objet de renseigner les entreprises sur le but recherché et sur la qualité des ouvrages.

En conséquence :

- Les renseignements donnés dans les articles qui suivront ne pourront être considéré comme limitatif ;

- Les plans et schémas du maître d'œuvre ne donnent que des principes de construction et ne pourront pas être considérés comme détails définitifs ;
- Les diamètres, sections et quantité données à titre indicatif seront vérifiées par l'entreprise. Les corrections éventuelles étant mineures par rapport à l'ensemble des prestations, celles-ci ne pourront entraîner aucune modification du prix convenu.

Les entreprises ne peuvent, de leur propre chef, apporter aucun changement aux dispositions du projet, ni aux matériaux prévus.

Au cas où les entreprises désireraient modifier les dispositions prévues, ils seraient tenus d'en informer préalablement le maître d'œuvre et d'en indiquer les raisons. Dans le cas contraire ou en cas de rejet de la modification, les dispositions du projet devront être respectées, même si un accord a été donné sur un plan d'exécution comportant une modification non signalée.

Les plans d'exécution (DOE) des lots de structure, plomberie, chauffage et électricité sont à la charge des entreprises des lots concernés et devront être établis par un bureau d'étude, soumis à l'agrément de la maîtrise d'œuvre et soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

L'entreprise présentera avant exécution tous les matériaux, prototypes, et essais qui lui seront demandés par le maître d'œuvre.

B.2.19. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de 1^{ère} qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés, s'il juge qu'ils ne sont pas de qualité, d'esthétique ou performance équivalente.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à « Avis Technique », l'entreprise ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un « Avis Technique ».

Pour les produits ayant fait l'objet d'une « Certification » par un organisme certificateur, l'entreprise ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un « certificat de qualification ».

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le C.C.T.P. avec la mention « ou équivalent », ne sont pas donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif. Les entreprises auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

B.2.20. MISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS

Les entreprises devront les mises en service de leurs installations de l'opération et devront fournir au maître d'ouvrage toutes les informations et documentations nécessaires à l'utilisation, l'exploitation et la maintenance de ces installations et équipements.

Pour ce faire, ils prévoient un temps nécessaire en une ou deux demi-journées au cours desquels ils assureront la formation des exploitants et de toutes personnes désignées par le maître d'ouvrage et fourniront les documents nécessaires. A l'issue de cette formation ils transmettront au maître d'œuvre une attestation de formation avec le nom et la signature des participants et la liste des documents remis.

B.2.21. DOSSIERS DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

En fin de chantier les entreprises et dans un délai maximal de 2 semaines après réception, les entreprises transmettront au maître d'œuvre les Dossiers des Ouvrages Exécutés D.O.E. en 4 exemplaires, comprenant :

- Notes de calcul ;
- Plans de recollement ;
- Carnets de détails de fabrications ;
- Listes des matériaux et matériels mis en œuvre avec référence complète ;
- Procès-verbaux de classement des matériaux ;
- Procès-verbaux d'essais ;
- Procès-verbaux des essais COPREC ;
- Notices de fonctionnement.

B.2.22. LIMITE DE PRESTATION

Par le présent CCTP, l'entreprise s'oblige à respecter, d'une part, le niveau de qualité défini pour les prestations et, d'autre part, à livrer les ouvrages parfaitement achevés sans lacune ni discontinuité qui pourrait être invoquée au titre du devis descriptif.

De ce principe, auquel souscrit l'entreprise, découle pour elle l'obligation de parfaire les ouvrages, au-delà même du devis descriptif pour éviter toute insuffisance par rapport, soit aux exigences de la réglementation, soit à toute règle ou recommandation spécifique.

Ne sont prévus dans le cadre de la présente opération, l'ensemble des mobiliers, dépose et repose des mobiliers autres que ceux spécifiquement décrit et l'ensemble des équipements.

B.2.23. RÉUNIONS DE CHANTIER

Chaque entreprise est tenue d'assister aux réunions de chantier sur convocation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage. Il doit déléguer à ces réunions une personne compétente et apte à prendre les décisions engageant l'entreprise tout au long du chantier. Chaque entreprise devra avoir sur le site un exemplaire de ses plans à jour.

B.2.24. ASSURANCES

Garantie décennale sur l'ensemble des ouvrages.

Les entreprises doivent impérativement joindre leur attestation d'assurance.

C. DESCRIPTIONS DES LOTS

C.1. LOT 1 – CLOISONS – ISOLATION – FAUX-PLAFOND

C.1.1. PRESCRIPTIONS GENERALES

C.1.1.1 Objet des travaux

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les travaux du **Lot Cloisons - Isolation - Faux-plafond** à exécuter, nécessaires à la réalisation de la rénovation complète de la cafeteria et de la salle de réunion attenante situées au 3ème étage du bâtiment IBPC au 13 rue Pierre et Marie Curie 75005 Paris.

C.1.1.2 Documents de référence

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française et européenne telle qu'elles se trouveront être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre. En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France et en Europe, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques.

C.1.1.3 Contenu du marché

Font partie des prestations du présent lot :

- La dépose des cloisons et portes ;
- L'implantation et le traçage des cloisons fixes ;
- L'établissement des plans de calepinage des faux plafonds à soumettre à l'approbation du maître d'œuvre ;
- La fourniture et la pose des cloisons fixes, y compris toutes façons et fournitures diverses (plâtre, colle, semelles résilientes, U plastiques, arêtes, etc.) ;
- Scellement des huisseries du blocs portes ;
- Les piquages et nettoyages éventuellement nécessaires à la surface du gros œuvre ou des enduits déjà exécutés au droit des raccords avec les cloisons ;
- Les semelles résilientes ;
- Le nettoyage de toutes projections sur les parois, plafonds, sols, etc. et l'enlèvement de tous déchets et gravats résultant des travaux du présent lot ;
- La mise en place, la dépose et le transport des échafaudages nécessaires.

Sont exclus des prestations du présent lot :

- La fourniture et la pose des baguettes et couvre-joints ;
- La dépose et la repose d'appareils d'équipements (corps de chauffe ou autres).

C.1.1.4 Études - Préparation de chantier et étendue des travaux

Le présent document a pour objet de renseigner les entreprises sur le but recherché et sur la qualité des ouvrages. En conséquence les renseignements donnés dans les articles qui suivront ne pourront être considérés comme limitatif.

Les plans et schémas du Maître d'Œuvre ne donnent que des principes de construction et ne pourront pas être considérés comme détails définitifs.

Les plans de construction établis par l'entreprise devront être soumis à l'examen de l'Architecte en temps utile, de même que les mises au point des assemblages, des liaisons ou fixations devront être approuvées par l'Architecte avant mise en œuvre.

C.1.1.5 Implantation

L'implantation des ouvrages devra être soumise à l'approbation de l'architecte.

C.1.1.6 Exécution des travaux

L'entreprise veillera au respect des préconisations et limites d'utilisation définies par les fabricants pour la mise en œuvre des différents produits, fournira les fiches techniques des produits

mis en œuvre, qui seront compatibles entre eux.

L'exécution des différents ouvrages prévus au marché comprendra obligatoirement les calfeutrements nécessaires à une parfaite finition.

L'entreprise sera tenue d'exécuter l'ensemble des travaux faisant l'objet du présent C.C.T.P. en observant les prescriptions suivantes : respect des préconisations des fabricants.

La pose des huisseries de portes dans les cloisons est comprise dans le présent lot, en relation avec l'entreprise réalisant les travaux de menuiserie intérieure.

Il devra se mettre en rapport avec le plombier, chauffagiste et le menuisier, pour la pose des renforts nécessaires à la fixation de leurs ouvrages. La pose de ces renforts s'ils sont nécessaires incombe au présent lot.

L'ensemble des travaux d'ossature, fixations, renforts, semelles PVC pour les pièces humides, habillage des trémies, bandes de jointoiment des plaques, renfort d'angle avec bande armée, tous raccords aux droits des passages divers, seront compris dans le prix pour une bonne et complète exécution des ouvrages.

C.1.1.7 Mise en œuvre des travaux de cloisonnement

Les modes de montage et d'exécution des cloisons devront être adaptés aux conditions rencontrées.

En ce qui concerne notamment les jonctions des cloisons avec le sol, le plafond et contre les parois verticales, l'entreprise devra réaliser tous travaux et mettre en place toutes fournitures accessoires, afin d'obtenir une jonction et une finition répondant aux règles de l'art, ainsi qu'aux impératifs d'isolement phonique, le cas échéant.

Les dimensions limites d'utilisation fixées par le fabricant ne pourront en aucun cas être dépassées.

Tous les matériaux nécessaires à la réalisation des cloisons et habillages en plaques de parement en plâtre devront répondre aux prescriptions du DTU 25.41, à savoir :

- Plaques standard, haute dureté et/ou spécial feu, revêtues ou non d'un pare-vapeur suivant spécifications ci-après ;
- Matériaux de traitement des joints et raccords ;
- Ossature bois et/ou métalliques suivant spécifications ci-après ;
- Moyens de fixation par pointes ou par vis ;
- Adhésif de collage des plaques, colle contact, couvre-joint, feuille ou profil plastique ;
- etc.

L'entreprise aura à sa charge toutes sujétions d'exécution imposées par les besoins des autres corps d'état, notamment :

- Tous découpages et ajustages pour appareils d'éclairages ;
- Toutes façons de trappes ou volets ouvrants ou amovibles, pour permettre l'accès aux robinetteries, boîtes de dérivation, etc. ;
- Tous percements et découpages au passage de tuyauteries et autres ;
- etc.

L'entreprise du présent lot devra implicitement :

- L'exécution de tous les raccords de percements, scellements, tranchées, etc., afférents aux ouvrages des autres corps d'état ;
- Tous les calfeutrements, garnissages, soins, etc., nécessaires au droit des menuiseries, huisseries, canalisations ou autres ;
- Tous les raccords de finition en rives après exécution des plaintes et revêtements verticaux scellés, le cas échéant ;
- Ces raccords, calfeutrements, etc., font implicitement partie des prestations du marché du présent lot.

Les matériaux isolants devront être de 1^{ère} qualité en l'espèce indiquée, et comporter un pare-vapeur dans tous les cas où celui-ci est nécessaire. Leur degré de résistance au feu devra répondre

à celui exigé compte tenu du classement feu de la construction.

Il est rappelé, que les canalisations électriques en courant faible devront être encastrées dans les cloisons. Il incombera à l'entreprise du présent lot de prendre contact avec l'entreprise d'électricité en temps voulu, pour lui donner toutes indications utiles.

Les liaisons avec les huisseries, bâtis ou dormants seront renforcées par des pattes à scellements placées au voisinage des paumelles.

Les angles saillants seront protégés par les dispositifs suivants :

- Profil en métal galvanisé ou en plastique, encastré et scellé dans la cloison ;
- Bande de renfort (papier kraft et bande d'acier galvanisé).

C.1.1.8 Mise en Œuvre des travaux de faux plafond

Les éléments du revêtement de plafond seront fixés sous les planchers béton ou charpente métal ou bois suivant le système prévu par le fabricant et comprenant : la fourniture, le façonnage et la pose des dispositifs de fixation et des structures intermédiaires nécessaires à leur suspension. Cette fixation devra être telle qu'il ne puisse se produire aucune déformation du revêtement par suite de dilatations ou autres causes. En aucun cas, la fixation, quelle qu'elle soit, ne devra être visible sur le parement fini.

Le présent lot devra toutes les fournitures, sujétions et travaux accessoires, notamment :

- Réservations pour mise en place ou passage des ouvrages des autres corps d'état (appareils d'éclairage ;
- Passage de canalisations ;
- Ajustements au droit des ouvrages existants ;
- Incorporation de grilles de soufflage ou d'extraction ;
- Réalisation de joints de dilatation au droit des joints de structure de l'ossature ;
- Aménagement de trappes ou parties démontables, pour visites des ouvrages des autres corps d'état ;
- Tous travaux nécessaires à la terminaison complète des ouvrages.

C.1.1.9 Tolérances de pose

Sur cloison

- Implantation : $\pm 5\text{mm}$
- Verticalité sur une hauteur d'étage : $\pm 5\text{mm}$
- Aucun changement brutal entre plaques ne sera admis.

Sur plafond

- Défaut d'affleurement entre arêtes en regard appartenant à deux plaques adjacentes : inférieur à 1mm
- Écart d'alignement de chaque file de joints : inférieur à 0,5mm
- Planéité sous règle de 2m : $\pm 3\text{mm}$

C.1.1.10 Traitement des joints

Tous les joints des plaques de doublage, cloisons ou plafonds seront traités de la manière suivante :

- Enduit de collage, pose de calicots ;
- Enduit de finition ;
- Ponçage ;
- Enduit de lissage.

Si la bordure des plaques n'est pas biseautée, le tasseau ou la contre-latte situé en bout de plaque sera posé à 3mm en retrait par rapport au nu fini, de façon à éviter toute saillie du joint.

C.1.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

C.1.2.1 Démolition

Dépose du placard technique à côté de la cuisine

Dépose de la porte entre la zone cuisine et la salle de réunion

Si PSE obligatoire : Pose d'isolation et/ou changement des dalles

Dépose des dalles de faux-plafond

Travaux comprenant :

- Dépose très soignée de dalles de faux plafond de toute nature ;
- Protection des ossatures existantes conservées ;
- Protection des ouvrages adjacents ;
- Les murs et cloisons conservés ne devront subir aucune détérioration ;
- Évacuation à la décharge agréée suivant tri.

C.1.2.2 Raccords de plâtre

Raccord de plâtre divers après démolition du placard technique et dépose de la porte entre la zone cuisine et salle de réunion.

C.1.2.3 Cloison

Fourniture et pose selon plan de cloisons de 70mm d'épaisseur Placostil. Double parement BA 13 haute densité permettant d'améliorer les performances acoustiques et laine minérale de 45mm pour isolation acoustique.

- Ossature métallique ;
- Placostil. Double parement BA 13 haute densité permettant d'améliorer les performances acoustiques ;
- Accessoires d'assemblage (semelles, rails, clavettes, vis, pointes, etc.) ;
- Laine minérale de 45mm pour isolation acoustique ;
- Renforts bois incorporés dans les panneaux lors du montage au droit des appareils sanitaires ou autres ;
- Traitement des joints entre plaques ;
- Fixation des huisseries de portes et placards fournies par le menuisier ;
- Finition des cueillies au moyen d'une bande à joints.

C.1.2.4 Isolation et faux plafond (prestation supplémentaire éventuelle obligatoire)

L'isolant sera posé dans l'espace compris entre le faux plafond et la toiture, en tenant compte des contraintes de hauteur disponibles.

L'isolant devra présenter une résistance thermique minimale $R = 8 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$, tous matériaux, accessoires et sujétions d'exécution compris.

L'entreprise proposera le type de produit retenu et justifiera de ses performances par un document technique équivalent (FDS, DTA, ACERMI, etc.).

Réaction au feu : A1

Un pare-vapeur devra être posé du côté chauffé (vers l'intérieur du bâtiment), de manière continue. Les lès du pare-vapeur devront se chevaucher sur une largeur minimale de 10cm et être soigneusement raccordés par une bande adhésive spécifique, assurant la continuité de l'étanchéité à l'air et à la vapeur.

Cette isolation nécessitera la dépose des dalles du faux-plafond et ajout de suspentes pour soutenir le poids de l'isolation.

Lessivage des ossatures Travaux comprenant :

- Lessivage soignée par tout moyen approprié des ossatures existantes conservées et des plates-bandes de toute nature ;
- Séchage des éléments lessivés ;
- Protection des ouvrages adjacents ;
- Les murs et cloisons conservés ne devront subir aucune détérioration.

Réajustement de l'ossature primaire Travaux comprenant :

- Réajustement de l'ossature primaire existante suite à la dépose du faux plafond ;
- Remise à niveau de l'ossature ;
- Compris toutes sujétions de mise de réglage pour recevoir un faux plafond démontable neuf.

Faux plafonds démontables en dalles 60x60cm

Remplacements de toutes les dalles

- Dalle de plafond acoustique blanc 60x60cm s'adaptant à l'ossature existante ;
- Classe au feu A1 ;
- Pouvant être posée sur l'ossature existante ;
- Révision du plafond après la pose des luminaires ;
- Toutes sujétions de pose suivant les prescriptions du fabricant.

C.2. LOT 2 – PLOMBERIE

C.2.1. PRESCRIPTIONS GENERALES

C.2.1.1 Objet des travaux

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les travaux du **Lot Plomberie** à exécuter, nécessaires à la réalisation de la rénovation complète de la cafeteria et de la salle de réunion attenante situées au 3ème étage du bâtiment IBPC au 13 rue Pierre et Marie Curie 75005 Paris.

C.2.1.2 Documents de référence

Les travaux, mises en œuvre, fournitures, sujétions d'exécution de toutes natures, seront effectuées en accord et conformité avec la totalité des Règles de l'Art.

Par ailleurs, ils se référeront aux législations, réglementations, prescriptions ou recommandations professionnelles et syndicales, normes ou cahier des charges, en vigueur et applicables pour tous les travaux ou interventions nécessaires à l'exécution des ouvrages objets de la présente opération de constructions.

Notamment, seront respectés ou appliqués :

- Normes françaises AFNOR et toutes normes homologuées ;
- Prescriptions des DTU et tous leurs additifs, annexes, modificatifs, règles de calculs ;
- Les fascicules techniques du Cahier des Clauses Techniques Générales approuvés par décret et applicables aux marchés de travaux de BAT et travaux publics passés au nom d'un organisme public ;
- Les règles de construction ;
- Les prescriptions de REEF ;
- La classification UPEC applicable aux locaux de la présente opération ;
- Les règlements sanitaires desquels relève la commune où sont implantés les ouvrages ;
- Les règles syndicales et professionnelles et les recommandations des organismes professionnels spécialisés et reconnus, tels le CSTB, le CTB, etc. des assurances couvrant les risques professionnels des entreprises ;
- Les Cahiers des Charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels ;
- Les contraintes de plan d'hygiène et de sécurité applicables à l'opération ;
- Les législations, règles et recommandations relatives aux ouvrages qui n'ont pas été mentionnées par les éléments ci-avant rappelés ;

Les documents précités ne sont pas limitatifs.

L'ensemble des documents ci-avant rappelés ne sera, en principe, pas détaillé par le présent descriptif. Il est cependant réputé connu et accepté des soumissionnaires.

Chaque entreprise s'engage par présentation de son offre à respecter intégralement et sans réserve d'aucune sorte, la totalité de cet ensemble, pour ce qui la concerne.

Les documents précités et les sujétions qu'ils impliquent sont tous ceux en vigueur au moment de la signature des marchés.

Toutes prescriptions réglementaires ou légales applicables aux ouvrages, mises en œuvre, fournitures, etc. destinés à la réalisation des travaux, en vigueur à la date de signature des marchés, auront priorité sur toutes indications contraires ou opposées au présent descriptif.

C.2.1.3 Présentation et contenu des offres

Les articles seront détaillés à l'unité en précisant les références, marques et caractéristiques techniques.

L'entreprise devra prévoir, dans son prix, la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages.

Les prix unitaires mentionnés seront des prix composés fourniture et pose, y compris tous les accessoires de pose et de raccordements.

Ils serviront d'une part à l'analyse des offres et d'autre part, après passation des marchés, de base pour les prix unitaires des travaux réalisés dans la part à commande du marché ou pour les plus ou moins-values.

Si nécessaire, l'entreprise devra établir et joindre à sa proposition un mémoire de toutes les imprécisions, omissions ou contradictions qu'elle aura pu constater au cours de l'examen des documents écrits et des plans, constituant le présent dossier.

C.2.1.4 Prestations à la charge du présent lot

L'entreprise devra réaliser :

- La dépose des appareils sanitaires et si nécessaire la neutralisation des réseaux ;
- Le tri et le transport de tous les déchets (gravats, emballages, dispositifs de protection...) résultant des travaux du présent lot jusqu'aux bennes de chantier prévues à cet effet ;
- Les percements et carottages nécessaires pour passage des réseaux ;
- Les rebouchages des percements après passage des réseaux ;
- Le raccordement électrique du BEC ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

A la réception des travaux, les installations seront livrées en ordre de fonctionnement et en parfait état de propreté. Les appareils sanitaires, robinetteries et accessoires seront débarrassés des étiquettes, bandes adhésives et autres dispositifs de protection et nettoyés soigneusement pour permettre de contrôler la qualité du matériel installé.

L'entreprise doit vérifier que les stipulations des pièces de son marché sont conformes à l'art de bâtir et aux règles de sa profession. Il doit attirer l'attention du Maître d'œuvre sur les inconvénients qui pourraient résulter des ordres reçus, soit pour ses propres travaux, soit pour ceux des autres corps d'état.

Il doit fournir les documentations techniques détaillées de l'ensemble des constituants des ouvrages, profils, joints, quincailleries, visseries et assemblages, vitrages, etc. repérées.

Il doit également proposer, en temps utile, au Maître d'œuvre, toutes les modifications du projet ou aux ordres reçus qui seraient de nature à améliorer la qualité de ses travaux ou celle de l'ensemble du projet, et sans incidence de prix sur son marché.

L'entreprise s'engage à exécuter tous les travaux nécessaires à la livraison de l'ouvrage complètement achevé et en état de fonctionnement, de manière que celui-ci offre les meilleures caractéristiques de durée et de bon fonctionnement, compte tenu de l'état actuel des connaissances techniques.

C.2.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

C.2.2.1 Généralités

L'entreprise prendra la responsabilité du dimensionnement des ouvrages à réaliser.

Les raccords et les tubes seront compatibles avec les réseaux existants.

Les traversées de murs ou cloisons passeront sous fourreaux.

Le présent lot devra tous rebouchage au passage de murs, dalles, cloisons avec rétablissement du degrés coupe-feu de la paroi traversée.

L'ensemble des éléments constitutifs de l'alimentation en eau sanitaire disposeront d'une Attestation de Conformité Sanitaire (ACS).

C.2.2.2 Travaux de dépose

Le titulaire du présent lot devra prévoir la dépose des éléments suivants :

- Dépose du ballon d'eau chaude
- Dépose des 2 éviers + robinetteries et du meuble de cuisine
- S'il y a lieu, dépose des réseaux non réutilisés y compris accessoires d'isolement et de réglage, appareils sanitaires,
- Vidange des réseaux si nécessaire,
- Évacuation en décharge.

Nota : Les alimentations et vidanges seront déposées, coupées et bouchonnées au niveau des piquages et/ou raccordements : Attention, il ne devra subsister aucun bras mort.

C.2.2.3 Alimentation en eau

Tous robinets de purge et vannes d'arrêt sont dus, ils seront placés de façon à être facilement manœuvrables.

A partir des 3 points d'arrivée d'eau, la distribution sera réalisée en tube de cuivre écroui ou PER jusqu'au appareils

Raccordement en eau des éléments suivants :

- Ballons d'eau chaude (Prévoir un groupe de sécurité)
- Évier 1 EF/EC
- Évier 2 EF/EC
- Machine à café 1 EF
- Machine à café 2 EF

C.2.2.4 Évacuation EU-EV

Les nouveaux équipements seront raccordés sur le réseau existant cheminant à proximité dès lors que ces derniers en auront la capacité en termes de diamètre et de débit.

Les évacuations seront réalisées en tube PVC Nicoll ou techniquement équivalent, qualité NF-Me, y compris tés, coudes, culottes et bouchons de visite en bout de colonne horizontale. Un soin tout particulier devra être accordé aux raccordements, afin d'éviter les mauvaises odeurs.

Les canalisations seront fixées sur colliers anti-vibratile.

Les évacuations groupées respecteront le DTU 60.11 en vigueur.

Les traversées de dalles ou parois verticales seront soigneusement calfeutrées.

Raccordement à l'évacuation des éléments suivants :

- Évier 1
- Évier 2

Faire une vérification de l'évacuation existante dans laquelle se raccorde les 2 éviers, problème de bouchon

C.2.2.5 Production Eau Chaude sanitaire

Fourniture et pose de 2 ballons extra plats dans les 2 placards hauts de la cuisine (au-dessus des éviers), y compris raccordement sur les réseaux existants à proximité.

Marque / modèle :

- Thermor
Malicio 3 40l
Dim 765 x 490 x 300 mm
Format : Plat multi position

ou techniquement équivalent qui entre dans un placard de 0,80m de hauteur

C.2.2.6 Appareils sanitaires

Fourniture et pose de 2 éviers, compris raccordement sur les réseaux existants à proximité.

Percé 1 trou pour robinetterie

Sans trop plein

Fixation : à encastrer

Marque / modèle :

Proposition 3 FRANKE

Évier SMART, SRL 611-86L

Finition : Inox-Décor,

A encastrer

1 bac avec égouttoir,

Dim 860x500 mm Dim cuve 450x400x180

Vidage automatique, bouton push inox

Trop plein,

Perçage robinetterie

Ou techniquement équivalent

C.2.2.7 Robinet mitigeur pour évier

Fourniture et pose de la robinetterie, compris raccordement sur les réseaux existants à proximité.

Marque / modèle :

Proposition 3 GROHE

EUROSMART COSMOPOLITAN

MITIGEUR MONOCOMMANDE EVIER

Numéro article 32 843 002

Ou techniquement équivalent

C.3. LOT 3 – ELECTRICITE

C.3.1. PRESCRIPTIONS GENERALES

C.3.1.1 Objet des travaux

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les travaux du **Lot Électricité** à exécuter, nécessaires à la réalisation de la rénovation complète de la cafeteria et de la salle de réunion attenante situées au 3ème étage du bâtiment IBPC au 13 rue Pierre et Marie Curie 75005 Paris.

C.3.1.2 Documents de référence

Les travaux seront réalisés conformément aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur, dans son édition la plus récente au moment de la signature des marchés, et notamment :

- Code la construction
 - Code du travail relatives à l'hygiène et à la sécurité des locaux
 - Réglementation applicable en matière d'accessibilité handicapés
 - Instructions techniques IT 246 et IT 247 relatives aux installations de désenfumage,
 - Arrêté du 22 mars 2004 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages,
 - Norme NF C 15-100, et toutes normes NFC, NFX, NFEN applicables
 - Publications CEI
 - Tous DTU et normes bâtiments
 - NF E 37-312 : Groupes électrogènes à courant alternatif entraînés par moteurs alternatifs à combustion interne - Groupes électrogènes utilisables en tant que source de sécurité pour l'alimentation des installations de sécurité (GSS).
 - Les normes relatives aux systèmes de sécurité incendie
 - Les normes relatives aux matériels de détection incendie :
- Ces listes ne sont pas limitatives.

Le matériel utilisé devra être conforme aux normes et porter la marque de la catégorie pour laquelle cette attribution est prévue.

Si une marque de qualité n'est pas prévue, le matériel devra avoir fait l'objet d'un procès-verbal de conformité. S'il n'existe pas de norme, il devra être soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre.

C.3.1.3 Présentation et contenu des offres

L'Entreprise remettra obligatoirement en complément de son offre, les DPGF jointes au présent dossier, dûment complétées.

Les prix unitaires mentionnés dans les DPGF seront des prix composés fourniture et pose, y compris tous les accessoires de pose, raccordements et lampes pour les appareils d'éclairage.

Ils serviront d'une part à l'analyse des offres et d'autre part, après passation des marchés, de base pour les prix unitaires des travaux réalisés pour les plus ou moins-values.

C.3.1.4 Prestation à la charge du présent lot

Sont comprises dans les obligations de l'entreprise, d'une façon générale, les fournitures ainsi que la mise en œuvre de tous les travaux nécessaires à la bonne exécution de ses ouvrages et notamment :

- Le démontage, la dépose et l'évacuation du matériel, cheminement canalisation et câbles sans emploi ;
- La manutention, le bardage, le transport du matériel déposé, ainsi que de toutes fournitures à pied d'œuvre ;
- Les percements nécessaires pour les passages de ses ouvrages ;

- Les rebouchages des réservations après mise en place des fourreaux avec reconstitution des tenues au feu des parois et planchers traversés ;
- Le repère et la réalimentation des éléments existants ;
- Les scellements des supports d'appareils la protection antirouille des parois métalliques ;
- Les raccordements électriques et mises à la terre des appareils installés par ses soins ;
- La réalisation des essais et réglages des installations ;
- Le nettoyage du chantier avec évacuation à la décharge des déblais et gravois occasionnés par ses travaux, le tout dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- D'assurer la sécurité des personnes, le passage et l'accès des pompiers ;
- La protection des équipements installées afin d'éviter toute dégradation en cours de travaux ;
- L'établissement des notes les calculs, de plans et schémas d'exécution définitifs de construction à soumettre à approbation du Maître d'œuvre ;
- Les plans de réservation, d'installation, les schémas, les documents DOE, les devis de matériel et les accessoires à l'exécution des installations électriques ;
- Les vacations nécessaires pour obtenir l'approbation des études auprès du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

L'entreprise fournira avant toute commande de matériel, un catalogue de matériels pour validation.

En fin de travaux, l'entreprise devra :

- La fourniture et la pose de plaques gravées et indécollables désignant les différents circuits électriques
- Les repères et étiquettes (écrites en clair et en français) sur et dans les coffrets électriques (étiquettes manuscrites proscrites) ;
- Les essais, réglages et toutes les prestations préalables à la réception.

C.3.1.5 Limites de prestations

La liste non exhaustive des limites de prestations a pour but de décrire précisément les missions de chaque lot afin que chacun puisse prévoir toutes les fournitures et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages selon les règles de l'art.

Les origines et les limites de travaux à exécuter entre les différents corps d'état sont les suivantes :

- Les installations et travaux décrits dans le présent CCTP devront se faire au fur et à mesure de l'avancement des travaux et concurremment avec les autres corps d'état ;
- L'entreprise du présent lot a l'obligation de consulter les autres corps d'état qui devront lui fournir en temps utile et par écrit leurs besoins réels d'électricité, les puissances étant susceptibles d'être telles qu'une modification importante des sources d'énergie et des canalisations soit nécessaire ;
- Dans cette éventualité, la responsabilité appartenant au Lot Électricité, le titulaire de ce lot qui n'aurait pas averti le Maître d'œuvre en temps utile serait seul responsable et les modifications éventuelles seraient entièrement à sa charge ;
- L'entreprise du présent Lot devra indiquer aux autres corps d'état, dans les délais imposés par le planning, les ouvrages à déposer dont il a besoin (tels que plinthes, habillage des murs, etc.), faute de quoi il se trouverait dans l'obligation de les exécuter à ses frais.

Interfaces avec le lot Cloison Faux Plafond

Sont à la charge du lot Cloisons – peinture – faux plafond :

- Se concorder avec le lot Électricité afin que celui-ci puisse réaliser le montage en encastré des conduits électriques dans les cloisons avant fermeture, des coffrages, soffites et trappes de visite si nécessaire ;
- La mise à disposition des plaques pour fixation des luminaires ;
- La découpe des faux plafonds pour l'installation des appareils électriques.

Sont à la charge du lot Électricité :

- Les fixations des luminaires et appareillages divers, de façon indépendante des faux plafonds ;
- Le traçage des découpes et les découpes sur les faux plafonds et cloisons ;
- Les câbles en attente pour la mise à la terre des faux plafonds et leurs raccordements ;
- Les reconstitutions coupe-feu des traversées des cloisons de compartimentage ;
- Le plan de positionnement des trappes de visite éventuelles ;
- La fourniture des appareils adaptés au type de faux plafond installé et d'effectuer tous les travaux d'ajustement et de finition nécessaire ;
- La protection des appareils électriques avant peinture.

Interfaces avec le lot Plomberie

Sont à la charge du lot Plomberie :

- La confirmation des besoins de puissance et la nature du courant à fournir, notamment les indications d'intensité de démarrage de ses équipements ;
- Le raccordement des alimentations et liaisons en attentes sur ses équipements.

Sont à la charge du lot Électricité :

- Les alimentations électriques sous forme de brin mou en attente (3 ml de câble), y compris les liaisons équipotentielles

C.3.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

C.3.2.1 Généralités

Reprise de l'électricité depuis l'existant avec uniformisation des façades des prises

Conservation des prises déjà en place

C.3.2.2 Complément dans les tableaux

Reprise de l'électricité depuis l'existant.

Déplacement du tableau situé en hauteur qui concerne les micro-ondes, voir s'il y a la possibilité de se raccorder au tableau qui se trouve dans le placard technique dans le couloir

C.3.2.3 Repérage

Étiquetage des tableaux

C.3.2.4 Distribution

Elle sera de type encastré dans les cloisons neuves et au niveau de la crédence de la cuisine.

C.3.2.5 Appareillage

Uniformisation des plaques des prises et interrupteurs. Marque et gamme à définir

Conservation des PC et Inters déjà en place

C.3.2.6 Nettoyage

Nettoyage des vitrages des éclairages existants au plafond.

C.4. LOT 4 – REVETEMENT DE SOL

C.4.1. PRESCRIPTIONS GENERALES

C.4.1.1 Objet des travaux

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les travaux du **Lot Revêtement de sol** à exécuter, nécessaires à la réalisation de la rénovation complète de la cafeteria et de la salle de réunion attenante situées au 3ème étage du bâtiment IBPC au 13 rue Pierre et Marie Curie 75005 Paris.

C.4.1.2 Documents de référence

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française et européenne telle qu'elles se trouveront être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre. En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France et en Europe, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques.

C.4.1.3 Études et plans d'exécution

Le présent document a pour objet de renseigner les Entreprises sur le but recherché et sur la qualité des ouvrages. En conséquence les renseignements donnés dans les articles qui suivront ne pourront être considérés comme limitatif.

Les plans et schémas du Maître d'Œuvre ne donnent que des principes de construction et ne pourront pas être considérés comme détails définitifs.

L'entreprise soumettra avant exécution à l'architecte, les plans de calepinage des lés des revêtements de sols.

C.4.1.4 Travaux préparatoires

Les prix unitaires des revêtements doivent comprendre tous les travaux préparatoires tels qu'enduit de lissage quelle que soit l'épaisseur nécessaire, mortier de pose, sous-couches et autres nécessaires.

Avant tout commencement de travaux, le présent lot aura à effectuer un nettoyage parfait du support, pour obtenir une surface débarrassée de tout ce qui pourrait nuire à la bonne adhérence du revêtement de sol.

Avant intervention l'entreprise devra impérativement faire un contrôle de l'humidité résiduelle par des tests à la bombe à carbure avec compte rendu. Le taux d'humidité résiduel mesuré doit être inférieur ou égal à 4,5 % en poids.

Le présent lot aura toujours à exécuter avant toute pose de revêtement souples, une préparation du support par un enduit de lissage dit ragréage.

Le choix du type de produit à employer pour cet enduit de lissage sera du ressort de l'entreprise. Ce choix sera fonction de la nature et de l'état du support, de la nature du revêtement de sol prévu, des éventuelles conditions particulières du chantier et du classement UPEC du local considéré.

C.4.1.5 Fournitures et matériaux

Les dispositions sont les suivantes :

- Les matériaux employés devront être de marque réputée, faire l'objet d'un avis technique, favorable, présentés et agréés par l'architecte et compatibles entre eux (ragréage, colle, etc.) ;
- Dans tous les cas les couleurs seront laissées au choix de l'architecte dans la gamme des fabricants ;
- L'entreprise devra réaliser tous les essais demandés par l'architecte ;

- L'entreprise devra fournir tous les procès-verbaux d'essais demandés par l'architecte ;
- Les matériaux et fournitures devant être mis en œuvre devront répondre aux prescriptions suivantes ;
- Les rouleaux et dalles pour sols devront toujours être de 1er choix dans l'espèce indiquée ;
- Les revêtements soumis à la classification UPEC devront comporter la marque NF, classement UPEC ;
- Sauf spécifications contraires ci-après ou dans les prescriptions des fabricants, les mortiers et coulis employés seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi. Tous les enduits de lissage devront faire l'objet d'un avis technique assorti d'un classement P au moins égal à celui du local à revêtir ;
- Les matériaux de revêtements de sols devront répondre aux caractéristiques définies ci-après au présent document ;
- Les teintes et décors éventuels devront correspondre à ceux de l'échantillon retenu par le maître d'œuvre ;
- Dans un même local, les tons devront être uniformes et aucune différence de ton si minime soit-elle, ne sera tolérée.

C.4.1.6 Règles de mise en œuvre

Lors de la pose des revêtements, la disposition et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes.

Les coupes inévitables devront toujours être exécutées sous les plinthes ou en rives des locaux.

Toutes les entailles et découpes au droit des tuyauteries, agencement, ou autres, devront être très soigneusement ajustées, tout lés ou dalles comportant une découpe mal ajustée, fendue ou détériorée lors du découpage, sera immédiatement à remplacer.

C.4.1.7 Règles de pose des revêtements collés

Les revêtements de sols seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le type de revêtement de sol mis en œuvre. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois que par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue par les joints.

En tout état de cause, la mise en œuvre du revêtement de sol devra être réalisée conformément aux prescriptions de mise en œuvre de l'agrément CSTB ou à défaut suivant celles du fabricant.

Les couvre-joints au droit des jonctions de sols de natures différentes seront très soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l'huissierie ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés exactement dans l'axe de l'épaisseur de la porte. Ils seront fixés par vis à tête fraisée, ces vis disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

Les alignements devront toujours être symétriques par rapport à l'axe du local.

Dans le cas où il est prévu un calepinage par le maître d'œuvre, la pose devra toujours le respecter scrupuleusement.

Pour les revêtements à joints soudés, ces soudures seront réalisées d'une manière strictement conforme aux prescriptions du fabricant.

A toutes les jonctions de sols minces de natures différentes, il sera posé par le présent lot un couvre-joint dans les conditions précisées ci-avant.

Les jonctions de sols minces de même nature, de même teinte ou non, ne recevront pas de couvre-joint, et de ce fait, l'ajustage du joint devra être soigneusement réalisé, et ce joint devra être disposé dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Au droit des passages de portes où le revêtement de sol sera contigu à un autre type de sol, l'entreprise aura à fournir et à poser un arrêt métallique constitué par un profilé en aluminium pris dans

la gamme SCHLUTER ou équivalent.

Les coupes de sols le long des plinthes devront être particulièrement soignées. En périphérie des pièces d'eau, il serra réaliser un joint en périphérie des sols.

C.4.1.8 Caractéristiques des revêtements finis

Tolérance de planitude après exécution des préparations de sols

- Ils ne devront pas présenter de flèche :
- Supérieure à 5 mm sous règle de 2,00 m présentée en tous sens
- Supérieure à 1 mm sous réglet de 0,20 m

Au passage des portes ou changement de matériaux de revêtements de sols de natures différentes, il ne sera toléré aucun ressaut avec différence de niveaux supérieure à 5mm et dans ce cas, l'entreprise devra mettre en œuvre un profil de seuil de matériaux et forme au choix de l'architecte même si ceux-ci ne sont pas spécifiquement décrit dans le présent CCTP.

Les revêtements finis devront présenter un aspect net et parfaitement fini, sans aucune tache ni salissure, de couleur et de ton uniformes et réguliers.

En ce qui concerne la planéité, les tolérances admises sont celles précisées par les DTU.

Toutes les parties de revêtements accusant des défauts tels que décollements, boursouflures, bosses ou flashes supérieurs aux tolérances admises, alignements de joints incorrects supérieurs aux tolérances admises, joints ouverts, coupes et ajustage mal réalisés, etc., seront refusés, déposés et refaits par l'entreprise à ses frais.

C.4.1.9 Nettoyage et protection des sols finis

Immédiatement après pose, les revêtements de sols seront soigneusement nettoyés à l'aide de produits adéquats par le présent lot, et ce dernier devra en assurer la protection jusqu'à la réception.

En fin de chantier et avant réception, l'entreprise devra l'enlèvement des protections et nettoyage complet de ses ouvrages.

C.4.1.10 Limite de prestation

Le présent C.C.T.P. ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, ouvrages, détails ou dispositif, il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire non seulement tous les ouvrages indiqués aux pièces du marché mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction.

L'entreprise sera tenue d'exécuter l'ensemble des travaux faisant l'objet du présent CCTP en observant les prescriptions suivantes :

- Respect des préconisations des fabricants ;
- Respect de l'ensemble des règles de l'art.

L'entreprise doit une vérification complète de ses ouvrages en fin de chantier, avec élimination de tous marquage de fabrication, trace de colle, de tâches, de poussière, etc.

C.4.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

C.4.2.1 Préparation des supports

Vérification des sols existants

Attention entre la zone cuisine et la zone salle à manger des carreaux se décollent

Ragréage pelliculaire avec enduit de type P3, compris :

- Préparation des supports - application d'un enduit de lissage P.3 de 3mm d'épaisseur

- minimale, de type WEBER NIVDUR ou équivalent ;
- Lissage, ponçage ;
- Toutes sujétions d'exécution

C.4.2.2 Revêtement de sol

Fourniture et pose d'un sol souple de chez TARKETTE
iD Square Citizen Oak Allover GOLDEN
Réf. 280034006
Lames 1200 x 200 mm
Type de surface : Texture
Épaisseur totale : 4,50 mm
Épaisseur de la couche d'usure : 0,80 mm
Installation : Pose libre
Emballage : 12 planches par boîte
2,88m² par boîte
44 boîtes par palette



C.4.2.3 Barres de seuils

Si impossibilité de récupérer les barres de seuil existantes, Fourniture et pose de profil de seuils aluminium anodisé au passage des portes, avec fixation mécanique, compris toutes sujétions de pose.

C.5. LOT 5 – MENUISERIE – AGENCEMENT

C.5.1. PRESCRIPTIONS GENERALES

C.5.1.1 Objet des travaux

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les travaux du **Lot Menuiserie – Agencement** à exécuter, nécessaires à la réalisation de la rénovation complète de la cafeteria et de la salle de réunion attenante situées au 3ème étage du bâtiment IBPC au 13 rue Pierre et Marie Curie 75005 Paris.

C.5.1.2 Documents de référence

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française et européenne telle qu'elles se trouveront être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France et en Europe, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques Les mémentos édités par le CTB et CSTB.

C.5.1.3 Études et plans d'exécution

Le présent document a pour objet de renseigner les entreprises sur le but recherché et sur la qualité des ouvrages. En conséquence les renseignements donnés dans les articles qui suivront ne pourront être considérés comme limitatifs.

Les plans et schémas du maître d'œuvre ne donnent que des principes de construction et ne pourront pas être considérés comme détails définitifs. L'entreprise est tenue de vérifier si les détails de construction décrits au CCTP et en plans sont complets, si les types de construction sont appropriés et s'ils présentent les qualités requises à l'utilisation pour laquelle ils sont prévus. Ceci s'applique également aux raccords à la maçonnerie et aux sollicitations auxquelles ils sont soumis. Les modifications ou compléments jugés utiles ou nécessaires devront être joints à la soumission accompagnée des justifications correspondantes.

Les mises au point des assemblages, des liaisons ou fixations devront être approuvées par l'Architecte avant mise en œuvre.

L'entreprise devra soumettre ses plans de fabrication à l'examen du maître d'œuvre en temps utile.

Les cotes réelles d'exécution sont à vérifier sur le chantier. L'entreprise procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levées de côtes qui lui seront nécessaires.

Les sections et dimensions des profilés et autres éléments constitutifs devront être déterminés par l'entreprise en fonction :

- Des dimensions de l'ouvrage ;
- Du type d'ouvrant ;
- Du type de ferrage et de fixation ;
- De la position et de l'emplacement de l'ouvrage ;
- Des efforts à subir du fait de la fonction de l'ouvrage ;
- De l'utilisation de l'ouvrage ;
- etc.

C.5.1.4 Échantillons et prototypes

L'entreprise est tenue à présenter tous les échantillons et de réaliser tous les prototypes qui lui

seront demandés par le maître d'œuvre.

C.5.1.5 Implantation

L'implantation des ouvrages devra être soumise à l'approbation de l'architecte.

C.5.1.6 Matériaux

- Les matériaux employés (bois, quincaillerie, etc.) devront être de marque réputée, faire l'objet d'un avis technique favorable, présentés et agréés par l'architecte ;
- Les bois employés seront de bonne qualité, sains, secs, bien équarri, sans nœud, masticage, épaufrure ou autres défauts. Ils seront impérativement imprimés sur toutes faces avant pose ;
- Tous les bois auront subi un traitement fongicide et insecticide approprié garantissant leur durabilité.

Panneaux agglomérés

- Les panneaux agglomérés devront provenir d'une fabrication sous label NF CTB-H et avoir subi un traitement hydrofuge et fongicide pour pose en extérieur.

Panneaux contreplaqués

- Les panneaux contreplaqués devront provenir d'une fabrication sous label NF CTB-X et seront de classe I à III suivant l'utilisation.

Colles

- En règle générale, les colles seront adaptées aux fonctions qu'elles auront à assumer et devront assurer une bonne tenue de l'ouvrage, quel que soit le degré d'humidité de l'assemblage concerné.
- En outre, les colles employées devront être insensibles aux attaques des moisissures et des champignons. Utiliser de préférence une colle phénol-formol ou résorcine-formol.

Quincaillerie

- Tous les éléments de quincaillerie devront avoir le label S.N.F.Q. et répondre aux dispositions des normes françaises dont elles relèvent et dont les principales sont rappelées dans les D.T.U.
- Toutes les pièces susceptibles d'oxydation et non soumises à mouvement devront être protégées efficacement contre la corrosion.
- Le choix, le mode de fixation et le nombre des quincailleries doivent permettre de satisfaire aux essais d'ouvrages, qu'ils soient ouvrants ou fixes.

C.5.1.7 Portes

Les portes intérieures devront répondre aux essais prévus par le N.F.P. 23. 311. Elles devront en outre bénéficier du label N.F. C.T.B.

L'entreprise vérifiera les aplombs avant d'effectuer ses scellements

C.5.1.8 Exécution des Ouvrages

Pose - Fixation et mise en œuvre

- D'une manière générale, tous les percements, calfeutrements et dispositifs assurant le raccordement et la dilatation au raccord entre les différents revêtements et bâtiments incombent au présent lot ;
- L'emploi de ciment prompt pour les scellements est interdit ;
- Les vis de fixations devront être en rapport avec l'importance des objets qu'elles sont destinées à fixer ;
- Dans la mesure du possible, les pièces de bois seront d'un seul tenant dans leur longueur ;
- Au cas où il s'avérerait nécessaire qu'elles soient en plusieurs parties, elles seront exécutées de telle sorte que leur rigidité et leur durabilité soient identiques à celles des pièces d'un seul tenant ;

- Les parements apparents seront affleurés et poncés, les rives droites seront sans trace de sciage, flache, épaufrure, les abouts apparents étant dressés ;
- Il est interdit de dissimuler les défauts d'assemblage ou les défauts du bois, que ce soit au moyen de cales ou de mastic ;
- Les menuiseries devant être peintes devront préalablement à la pose être imprimées. Les couleurs seront laissées au choix de l'architecte dans la gamme des fabricants ou dans le nuancier RAL pour les accessoires métalliques ;
- Les ouvrages seront posés avec la plus grande exactitude à leur emplacement exact ;
- Toutes les précautions nécessaires à la pose et au calage des différents éléments seront à prendre par l'entreprise pour leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau correct ;
- Les ouvrages seront calés et fixés avec soin, de manière à ne pas pouvoir se déplacer pendant l'exécution des fixations ;
- L'ancrage aux structures du bâtiment des éléments menuisés devra être réalisé de manière à ce que les mouvements du bâtiment puissent être absorbés sans transmettre de contraintes aux menuiseries.

Au sujet de ces fixations, il est spécifié que :

- Aucune patte ou dispositif de fixation ne pourra être admise apparentes sur les parements finis ;
- Le mode de fixation proposé par l'entreprise ne devra en aucun cas entraîner des prestations supplémentaires pour les autres corps d'état ;
- En aucun cas l'entreprise du présent lot ne sera fondée à demander un supplément de prix par suite de tel ou tel principe de fixation qu'il n'aurait pas prévu ;
- En tout état de cause, les principes de fixation envisagés par l'entreprise devront être soumis au maître d'œuvre pour approbation, et ce dernier pourra demander à l'entreprise toutes modifications qu'il jugera nécessaires.

Les pièces de ferrure devront soigneusement entaillées, les entailles imprimées avant pose.

Les épaufrures, éclats ou autres défauts qui apparaîtraient en cours de travaux seront réparés par l'Entreprise du présent lot et à ses frais et ce, même s'ils ont été causés par d'autres corps d'état.

Les jeux seront donnés avant les travaux de peinture. De plus, si cela était nécessaire, l'Entreprise devrait tous les jeux utiles pendant la période de garantie.

Tolérances de pose

Les défauts de rectitude et d'aplomb des poteaux d' huisserie ou bâtis, tant sur le plan de la porte ou de l'élément de fermeture, que sur les plans verticaux perpendiculaires, ne doivent pas entraîner un écart de + ou - 2 mm sous réserve que le parallélisme des poteaux en tous points soit respecté à 2 mm près sur tous les plans.

Le jeu admissible sous les portes intérieures planes ou menuisées devra être compris entre 5 et 10 mm par rapport au sol fini, sauf prescriptions contraires du Maître d'œuvre pour passage de l'air utile à la ventilation mécanique.

Prescriptions concernant les menuiseries bois

- L'entreprise du présent lot doit tous les recoupements en partie basse de portes, à la demande des lots techniques concernés. Aucun supplément ne sera jamais accordé pour cette sujétion ;
- Tous les joints employés devront être titulaires du label SNJF ;
- Le menuisier aura uniquement à sa charge, le cas échéant, l'application d'une couche d'impression sur les parties assemblées des ouvrages non accessibles après coup ;
- Toutes les pièces de ferrage, sauf celles en métal traitées ou non oxydable, devront être livrées munies d'une couche primaire de protection contre la corrosion ;
- Les ouvrages en stratifié, lamifié, placages, etc., devront dans tous les cas présenter une

finition absolument parfaite, les coupes, ajustages, joints, etc., devront être très soigneusement réalisés et proprement finis ;

- Aucune épaufrure du matériau ne sera admise, aucune rayure ou autre défaut sur les parements vus ne sera tolérée ;
- Tous les parements revêtus en stratifié, lamifié, placage, devront être garantis par l'entreprise contre les déformations, si minimales soient elles ;
- Il appartiendra donc à l'entreprise de prendre toutes dispositions utiles à cet effet lors de la fabrication, par le choix du matériau support et du type de colle conforme aux normes, par la mise en place de revêtements dits de contre-balancement, etc. ;
- Pour assurer une finition très soignée, les ajustages des revêtements aux angles et arêtes vives, seront réalisés à joints vifs, les revêtements étant chanfreinés afin que l'épaisseur du matériau ne soit pas visible ;
- Sur les parements vus, les têtes de pointes et de chevilles métalliques doivent être chassées à une profondeur d'au moins 1 mm ;
- Les parties mobiles, vantaux, etc., des menuiseries devront se mouvoir sans difficultés et joindre entre elles ou avec les parties, dormants, etc. L'entreprise devra tenir compte de l'épaisseur des couches de peinture devant être appliquées sur les menuiseries.

Protection et nettoyage des ouvrages finis

- L'entreprise du présent lot restera responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception. Une dérogation à cette prescription pourra toutefois être apportée après accord du maître d'œuvre pour porter au compte prorata les frais de remplacement des vitrages brisés, dont le responsable n'aura pu être déterminé ;
- Tous les ouvrages du présent lot qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés devront être protégés jusqu'à la réception ;
- Cette protection pourra être constituée, soit par des bandes adhésives, soit par un film plastique, soit par un vernis, soit par tout autre moyen efficace ;
- Tous les angles vifs et arêtes des ouvrages en bois tels que huisseries, bâtis, etc., devront être protégés pendant la durée du chantier par des baguettes ou autres procédés efficaces.

Les nettoyages de mise en service avant la réception des ouvrages du présent lot seront aux frais du présent lot, et notamment :

- Le nettoyage aux 2 faces de toutes ses menuiseries et accessoires ;
- L'enlèvement de tous les déchets en provenance de ces nettoyages ;
- Ces nettoyages devront faire disparaître toutes les traces, projections et taches de plâtre, de mortier, de peinture, etc., tous les résidus des films de protection, etc.

C.5.1.9 Enlèvement des matériaux déposés et gravois

Les prix du marché comprendront implicitement la sortie des matériaux inutilisés, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport à la déchèterie publique à toute distance.

L'entreprise devra balayer les locaux et enlever tous les débris, déchets et copeaux provenant de l'exécution de ses travaux

C.5.1.10 Limite de prestation

Le présent C.C.T.P. ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, ouvrages, détails ou dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire non seulement tous les ouvrages indiqués aux pièces du marché mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction.

L'entreprise doit une vérification complète de ses ouvrages en fin de chantier, avec élimination de tout marquage de fabrication, trace de colle, de tâches, de poussière, etc., vérification du fonctionnement et de la manœuvre de toutes les parties mobiles, quincailleries et éléments de ferrage, afin de garantir la fermeture et l'ouverture parfaite de tous les ouvrants.

Ne sont pas compris dans le présent marché les travaux suivants qui seront réalisés par le maître d'ouvrage ou un autre lot :

- L'ensemble du mobilier à charge du maître d'ouvrage à l'exception des agencements spécifiquement décrits ;
- Tout équipement non spécifiquement décrit.

C.5.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

C.5.2.1 Démolition

Dépose des meubles hauts et bas dans la zone salle à manger

Dépose des plinthes

C.5.2.2 Plinthes

Fourniture et pose de plinthe à bord droit en médium à peindre.

Hauteur idem plinthe existante pouvant passer sous le socle des baies

C.5.2.3 Porte

- Fourniture et pose d'un bloc-porte 2 vantaux tierces CF1/2H, acoustique + Ferme porte ;
- Pré peinte ;
- Oculus vitré sur le vantail le plus grand ;
- Dimensions portes : 0,93 + 0,30 x HT 2,04 m - Passage : 1,20 ml ;
- Affaiblissement acoustique Ra = 32 dB ;
- Système de bloque porte pour maintenir les 2 vantaux ouverts ;
- 1 ferme-porte à glissière intégré dans le dormant de la porte sur chaque vantail avec sélecteur de fermeture, type DORMA ou équivalent calibré suivant le poids de la porte et sa performance au feu ;

Localisation : Entre zone cuisine et salle de réunion

C.5.2.4 Menuiserie intérieure

- Tablettes
Fourniture et pose de 4 tablettes en stratifié chêne à installer sous les fenêtres au-dessus du radiateur
Dimension tablette : 125 X 30cm, Ep 3cm
Fixation : sur console
Localisation : Cafeteria Zone salle à manger
- Table haute
Fourniture et pose d'une table haute
Plateau stratifié blanc, Bord arrondi
Dimension table : 96 X 280cm, Ep 3cm
Dimension tablette : 125 X 30cm
Pieds : 6 pieds métal noir, Bonita pied de meuble rond, Ø 76mm, HT 90cm ou équivalent
Localisation : Cafeteria Zone cuisine
- Chant plat
Fourniture et pose de chants plats
Medium prépeint
Bord droit
Dim Larg. 5cm Ep 6mm
Localisation : autour de la porte côté zone cuisine et salle de réunion

C.5.2.5 Cuisine

Fourniture et pose d'une cuisine IKEA ou techniquement équivalent selon plan joint ou équivalent

C.6. LOT 6 - PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX

C.6.1. PRESCRIPTIONS GENERALES

C.6.1.1 Objet des travaux

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les travaux de **Peinture Revêtements muraux** à exécuter, nécessaires à la réalisation de la rénovation complète de la cafeteria et de la salle de réunion attenante situées au 3ème étage du bâtiment IBPC au 13 rue Pierre et Marie Curie 75005 Paris.

C.6.1.2 Prestations générales à la charge de l'entreprise

Il est rappelé que l'entreprise du présent lot n'est pas un simple fournisseur mais un spécialiste avisé et expérimenté, d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler le cas échéant en temps utile au maître d'œuvre, les manques de compatibilités, insuffisances ou omissions qui pourraient apparaître dans les systèmes prescrits.

L'offre de l'entreprise devra comprendre tous les travaux de peinture ainsi que tous travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de livrer le local entièrement fini dans les règles de l'art.

Dans le cadre de l'exécution de ses travaux, l'entreprise du présent lot aura implicitement à sa charge et sans ordre spécial ni supplément de prix, l'exécution de tous travaux préparatoires même non mentionnés au présent C.C.T.P. tels que nettoyage de taches éventuelles, isolation des traces de rouille le cas échéant, isolation des taches d'humidité accidentelles et localisées, etc.

L'entreprise aura implicitement à sa charge tous échafaudages et autres agrès nécessaires à la parfaite réalisation des travaux.

C.6.1.3 Connaissance du projet

L'entreprise du présent lot sera contractuellement réputée avoir, avant remise de son offre, pris connaissance des C.C.T.P. des autres corps d'état, et avoir ainsi une connaissance parfaite et complète des différents supports devant être peints, ainsi que toutes les conditions de prestations des autres corps d'état pouvant avoir une influence sur le prix et la qualité des travaux de peinture.

C.6.1.4 Documents de référence

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française et européenne telle qu'elles se trouveront être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France et en Europe, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques.

C.6.1.5 Qualité des produits

Les produits utilisés devront satisfaire, sans dérogation possible, aux prescriptions des normes. Tous les produits devront provenir de fournisseurs notoirement connus pour la qualité de leur fabrication et feront l'objet d'un avis technique favorable. Ils seront soumis à l'approbation du maître d'ouvrage.

L'entreprise devra s'assurer de la compatibilité de ses produits avec les supportes ou avec les produits employés en impression ou traitement par les autres entreprises.

L'entreprise veillera au respect des préconisations et limites d'utilisation définies par les fabricants pour la mise en œuvre des différents produits, fournira les fiches techniques des produits mis en œuvre, qui seront compatibles entre eux.

Les produits de marque devront être livrés sur le chantier dans les emballages d'origine fermés et étiquetés, portant les mentions prévues aux normes et règlements, et ils devront répondre aux contextures et qualités garanties par le fabricant, ainsi qu'aux emplois auxquels ils sont destinés.

Dans tous les cas où une peinture est définie ci-après par une marque nommément désignée, l'entreprise aura la faculté de proposer au maître d'œuvre une peinture d'une autre marque en apportant la preuve que cette peinture est équivalente en tant que tenue dans le temps, robustesse, résistance, tenue des teintes, aspect du fini, opacité, possibilité de lessivage.

Dans le cas d'emploi de produits spéciaux ou de produits nécessitant une mise en œuvre particulière, le maître d'œuvre se réserve le droit de demander l'assistance technique du fournisseur du produit concerné.

Avant tout début de travaux, l'entreprise s'assurera que les différents produits prévus au présent C.C.T.P. conviennent parfaitement à l'emploi envisagé, et ceci en fonction de la nature et de l'état des supports dont il aura une parfaite connaissance, ainsi que des conditions climatiques ou autres particularités du chantier. L'entreprise fera le cas échéant et par écrit au maître d'œuvre les remarques et suggestions avec toutes justifications à l'appui.

En tout état de cause, l'entreprise du présent lot sera toujours responsable du choix des produits qu'il entend mettre en œuvre.

L'ensemble des peintures utilisées devront avoir le marquage NF environnement et l'ECO LABEL

Des prélèvements des produits utilisés pourront être effectués sur le chantier. Les performances de ces produits devront être conformes aux performances théoriques annoncées par le fabricant. Elles seront vérifiées à l'aide d'essais. Les frais de prélèvements, analyses, essais et reprises des panneaux ayant servi aux essais sont à la charge du présent lot.

Les produits pour impressions et couches primaires seront à déterminer par l'entreprise en fonction de la nature et de l'état des supports d'une part, et de la nature du type des produits de finition d'autre part.

Les produits pour rebouchages et enduits devront être compatibles avec les couches d'impression ou couches primaires ainsi qu'avec les produits de finition pour les enduits ; ils devront être adaptés au type de finition lisse ou structurée.

L'entreprise devra également tenir compte dans le choix des produits, des atmosphères intérieures particulières rencontrées (humides, agressives, etc.) sur le chantier concerné.

C.6.1.6 Choix - Échantillons

Dès l'ouverture du chantier, l'Entreprise soumettra au Maître d'œuvre la nomenclature des produits qu'il se propose d'utiliser en fonction de la nature des surfaces à recouvrir.

Les tons des revêtements seront définis par le Maître d'Œuvre. Des surfaces témoins de dimensions suffisantes seront soumises à son agrément pour chaque ton.

- Choix des teintes :
Dans tous les cas le choix des teintes appartient au maître d'œuvre, dans le nuancier de son choix. Aucun supplément de prix ne pourra être demandé pour l'emploi de telle ou telle autre teinte, ainsi que pour l'exécution de plusieurs teintes sur les parois d'un même local, réchappissage ou autres, par dérogation aux spécifications du cahier des charges DTU.

L'entreprise devra réaliser tous les essais demandés par l'architecte.

C.6.1.7 Exécution des travaux peinture

L'entreprise du présent lot devra l'intégralité des préparations, réchappissage, rhabillage, rebouchages nécessaires et l'intégralité des travaux de peintures suivant les directives de l'Architecte.

sur l'ensemble du local.

Les travaux ne devront être exécutés que sur des subjectiles parfaitement secs.

Avant application de toute couche, le subjectile devra être débarrassé des souillures, poussières, projection de plâtre ou mortier, taches de graisse, etc.

Pour tous les subjectiles ayant reçu une couche primaire par les soins du fournisseur, le peintre devra procéder à une révision soignée de cette couche d'impression et il aura à sa charge l'exécution de tous les petits raccords nécessaires sur cette couche primaire.

Les tons des différentes couches de peinture seront légèrement différents, sauf impossibilité technique, les tons étant pris à partir du subjectile du plus foncé au plus clair. La peinture de chaque couche devra être correctement croisée, sauf pour certaines peintures.

Avant application d'une nouvelle couche, toute révision sera faite, les gouttes et coulures grattées, toutes irrégularités effacées.

Une couche ne devra être appliquée qu'après séchage complet de la couche précédente.

Après achèvement et séchage de la couche de finition, le ton définitif devra être tout à fait régulier et conforme au ton de l'échantillon accepté par le maître d'œuvre.

Les reprises ne devront pas être visibles.

L'application ne devra donner lieu à aucune surépaisseur anormale dans les feuillures.

Tous les travaux de peinture devront être réalisés avec une finition "soignée au sens du DTU et des normes relatives aux travaux de peinture avec une finition de classe A"

L'entreprise du présent lot doit l'impression des menuiseries, il doit s'entendre avec l'entreprise de menuiserie pour exécuter cette impression, soit en usine, soit à l'arrivée sur le chantier avant pose.

L'entreprise devra prévoir un nettoyage sérieux et une seconde couche de protection antirouille. La nature du produit utilisé devra être compatible avec celle appliquée en première couche.

C.6.1.8 Calfeutrement

D'une manière générale, tous les calfeuttements et dispositifs assurant le raccordement et la dilatation au raccord entre les différents matériaux incombent au présent lot.

C.6.1.9 Raccords et retouches

Dans le cadre de l'exécution de son marché, le présent lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de peinture afférents aux travaux des autres corps d'état.

En fin de chantier l'entreprise doit une vérification complète de ses ouvrages et l'intégralité des retouches qui lui serait demandé par l'Architecte et élimination de tous marquage de fabrication, trace de colle, de tâches, de poussière, etc.

C.6.1.10 Nettoyage et protections

Le présent lot devra prendre toutes les précautions qui s'imposent pour assurer la protection de tous les ouvrages qui pourraient être tachés ou attaqués par les peintures ou autres produits employés. Il devra, le cas échéant, après exécution de ses travaux, enlever toutes les taches ou traces de peinture sur tous les ouvrages imparfaitement protégés. Ces nettoyages ne devront en aucun cas détériorer les ouvrages, notamment les vitres qui ne devront pas être rayées.

Les frais entraînés à la suite de dégradations résultant de mesures de protection insuffisantes seront à la charge de l'entreprise défaillant et ne seront en aucun cas imputés au compte prorata.

Tous les articles de ferrage et quincaillerie mobiles devront être nettoyés et grattés dès finition des peintures, afin d'assurer leur fonctionnement normal.

C.6.1.11 Garanties

L'entreprise garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

L'entreprise doit une garantie de 2 ans à dater du jour de la réception, pour les peintures et revêtements ayant une fonction décorative. Cette garantie implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

C.6.1.12 Limite de prestations

Le présent C.C.T.P. ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, ouvrages, détails ou dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire non seulement tous les ouvrages indiqués aux pièces du marché mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement.

C.6.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

C.6.2.1 Préparation sur murs et plafonds

Préparation sur murs et cloisons, comprenant :

- Arrachage éventuel des résidus de revêtements existants ;
- Rebouchages ;
- Enduit ratissé à plusieurs passes ;
- Égrenage, époussetage, rebouchages, révisions des joints ;
- Ponçage ;
- Application d'une couche d'impression de type SEIGNEURIE IMPRIMUR ou similaire ;
- Toutes sujétions de préparation des supports suivant finitions définies ci-dessous.

C.6.2.2 Peinture

- Application de 2 couches de peinture (teinte au choix de l'Architecte) aux copolymères acryliques en dispersion aqueuse, de type SEIGNEURIE SOYTEX ou similaire finition satinée

Toutes sujétions d'exécution.

Localisation :

Couleur : Cafeteria - Zone Salle à manger, mur de gauche en entrant

Couleur : Blanc tous les autres murs hors murs avec papier peint

C.6.2.3 Peinture support métallique en phase aqueuse

Peinture intérieure satinée finition courante, sur métal, travaux comprenant :

- Nettoyage à l'alcool, ponçage pour rendre la surface mate ;
- Accrochage 1couche VIGORPRIM ;
- Intermédiaire 1 couche VIGORFER ;
- Finition 1 couche VIGORFER ou équivalent à base de résine alkydes avec label NF environnement
- Toutes sujétions d'exécution
- Localisation :
 - Canalisations apparentes, grilles de ventilation, etc.

C.6.2.4 Peinture support PVC en phase aqueuse

Peinture brillante finition courante, sur PVC, travaux comprenant :

- Nettoyage à l'alcool, ponçage pour rendre la surface mate ;
- Accrochage 1 couche primaire ;
- Intermédiaire 1 couche SEIGNEURIE SOYTEX ;

- Finition 1 couche SEIGNEURIE SOYTEX ou équivalent à base de copolymères acryliques en phase aqueuse avec label NF environnement
- Toutes sujétions d'exécution
- Localisation :
 - Peinture sur canalisations d'évacuation en PVC des appareils sanitaires.

C.6.2.5 Vernis intérieur sur ouvrages en bois

Travaux de vernissage sur bois après ponçage fin des éléments à vernir :

- Brossage à la brosse dure ;
- 1 couche d'impression au vernis dilué ;
- 2 couches de vernis non dilué, de dureté conforme à l'emploi pour plateaux de marche d'escalier ;
- Finition mate, incolore ;
- Localisation :
 - Tablettes fenêtres, tablettes en bas des baies coulissantes et plinthes conservées

C.6.2.6 Revêtements muraux

Fourniture et Pose d'un papier peint neuf

Compris toutes préparations nécessaires avant la pose du papier peint (dépose de la toile de verre, rebouchage, ponçage, etc.).

Compris toutes sujétions de pose et de découpe.

- Fourniture :
 - Papier peint de chez Les Dominotiers : Décor panoramique Lago di Garda Green Ref DOM 516
- Localisation :
 - *Cafeteria Zone salle à manger : mur du fond*
- Fourniture :
 - Papier peint de chez ARTE Bird of Paradise – Blush Réf 97570
- Localisation :
 - Salle de réunion : mur de droite en entrant

C.6.2.7 Nettoyage général de fin de chantier

Nettoyage de fin de chantier, intégrant toutes les parties apparentes comprenant :

- Enlèvement de toutes traces de mortier, lessivage des sols carrelés
- Nettoyage des traces de doigts sur plinthes, portes, trappes
- Lavage des sols plastiques
- Nettoyage des menuiseries
- Nettoyage des vitrages sur les 2 faces
- Nettoyage des appareils sanitaires, robinetteries et accessoires
- Nettoyage de l'appareillage électrique
- Nettoyage des quincailleries
- Enlèvement des traces de peinture ou d'huile sur tous les équipements et autres ouvrages
- Enlèvement des déchets résultant des nettoyages eux-mêmes
- Enlèvement des déchets, emballage et déblais de chantier aux décharges publiques